La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2009 : excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars a été dégagé en février 2009, comparativement à un excédent de 3,0 milliards en février 2008. Les revenus budgétaires ont diminué de 2,7 milliards (11,9 %) par rapport à février 2008, surtout en raison d'une baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et de taxe sur les produits et services (TPS). Les charges de programmes ont baissé de 0,1 milliard (0,6 %) par rapport à février 2008, principalement à cause d'une diminution des charges de fonctionnement des ministères et des organismes. Les frais de la dette publique ont été inférieurs de 0,4 milliard à leur montant de février 2008.

D'avril 2008 à février 2009 : excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars

Les 11 premiers mois de l'exercice 2008-2009 se sont soldés par un excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars, soit 11,3 milliards de moins que l'excédent de 12,6 milliards enregistré au cours de la même période en 2007-2008. Les revenus budgétaires ont diminué de 6,0 milliards (2,7 %), principalement en raison de la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et de TPS, qui a été compensée en partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 7,4 milliards (4,2 %), en raison de la hausse des paiements de transfert, des charges des sociétés d'État et des charges de fonctionnement de la Défense nationale. Les frais de la dette publique ont diminué de 2,0 milliards d'une année sur l'autre, en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Les besoins financiers tiennent compte des mesures prises afin de soutenir l'accès au crédit aux termes du Cadre de financement exceptionnel instauré par le gouvernement. Ils se sont chiffrés à 81,4 milliards de dollars pendant la période d'avril à février de l'exercice 2008-2009, comparativement à des ressources financières de 15,0 milliards durant la même période de l'exercice 2007-2008. Cet écart est lié aux premiers achats de 51,3 milliards de dollars de blocs de prêts hypothécaires assurés, effectués par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA), ainsi qu'à l'annonce faite dans le budget de 2007 que le gouvernement allait combler l'ensemble des besoins d'emprunt de la SCHL, de la Banque de développement du Canada et de Financement agricole Canada au moyen de prêts directs.

Février 2009

Un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars a été enregistré en février 2009, comparativement à un excédent de 3,0 milliards en février 2008.

Les revenus budgétaires ont diminué de 2,7 milliards de dollars (11,9 %) pour s'établir à 19,7 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 30 millions de dollars (0,3 %), ce qui comprend la constatation d'une somme de 0,4 milliard relativement au coût des mesures annoncées dans le budget de 2009.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 2,5 milliards de dollars (44,1 %), en raison de certains remboursements importants versés au cours du mois.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues d'impôt des non-résidents – ont diminué de 5 millions de dollars (1,1 %).
- Les taxes et droits d'accise perçus ont diminué de 0,4 milliard de dollars (12,3 %). Les rentrées de TPS ont chuté de 0,4 milliard (19,9 %). Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 17 millions et les taxes de vente et d'accise ont diminué de 16 millions, tandis que les rentrées au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien sont demeurées à peu près inchangées.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,8 %). Le taux des cotisations est resté stable pour 2009, à 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus sur opérations de change et d'autres revenus divers, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (7,3 %).

Les charges de programmes ont totalisé 16,6 milliards de dollars en février 2009, soit 0,1 milliard (0,6 %) de moins qu'en février 2008, en raison de la baisse des charges de fonctionnement des ministères et des organismes, qui a été compensée en partie par la hausse des paiements de transfert.

En février 2009, les paiements de transfert ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,9 %) par rapport à février 2008.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (10,6 %). Les prestations aux aînés ont progressé de 0,1 milliard (5,4 %), tandis que les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard (29,1 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont diminué de 5 millions.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,2 milliard de dollars (4,6 %).
- Les subventions et les autres transferts ont baissé de 0,5 milliard de dollars (21,0 %).

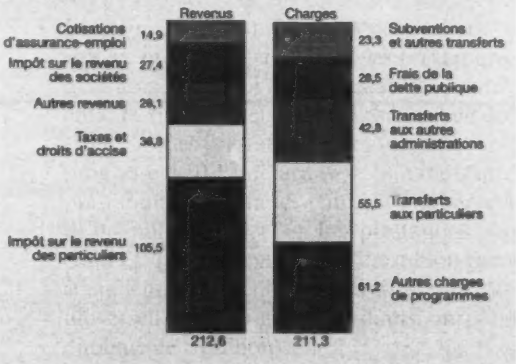
Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État et des ministères et organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont diminué de 0,3 milliard de dollars (5,4 %) par rapport à l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,4 milliard de dollars par rapport à février 2008, car l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt a été plus que compensée par la réduction du taux effectif moyen de l'intérêt sur cette dette.

D'avril 2008 à février 2009

Les 11 premiers mois de l'exercice 2008-2009 se sont soldés par un excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars, soit 11,3 milliards de moins que l'excédent de 12,6 milliards pour la même période en 2007-2008.

Revenus et charges
(d'avril 2008 à février 2009)



Les revenus budgétaires ont diminué de 6,0 milliards de dollars (2,7 %) pour s'établir à 212,6 milliards.

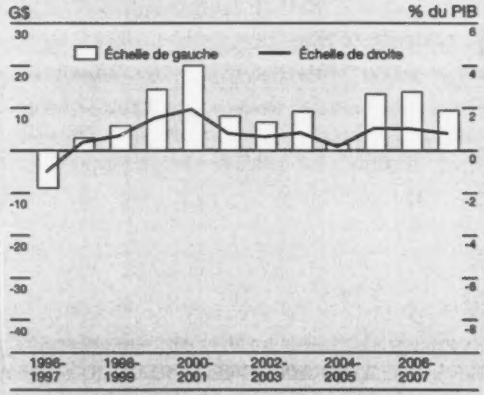
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (3,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 9,0 milliards de dollars (24,8 %), ce qui est attribuable au fléchissement des bénéfices des sociétés et à l'impact des réductions d'impôt en vigueur.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (10,3 %).
- Les taxes et droits d'accise perçus ont diminué de 4,1 milliards de dollars (10,0 %). Les rentrées de TPS ont baissé de 4,2 milliards (14,9 %), par suite de la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la TPS le 1er janvier 2008. Les droits de douane à l'importation perçus ont augmenté de 0,2 milliard, les rentrées de taxes de vente et d'accise ont baissé de 0,1 milliard, et les rentrées au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué de 3 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,2 %), les gains au chapitre de l'emploi ainsi que des traitements et salaires ayant plus que compensé la réduction du taux des cotisations, qui est passé de 1,80 $ à 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable le 1er janvier 2008.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (12,7 %). Comme il était mentionné dans *La revue financière* d'octobre, les autres revenus (et les charges de fonctionnement correspondantes) pour 2007-2008 ont été recalculés, mais le rajustement qui en résulte n'a pas d'incidence nette sur le solde budgétaire.

Les charges de programmes ont totalisé 182,8 milliards de dollars d'avril 2008 à février 2009, soit 7,4 milliards (4,2 %) de plus qu'au cours de la même période de l'exercice précédent, en raison de la hausse des paiements de transfert, des charges des sociétés d'État et des charges de fonctionnement de la Défense nationale.

D'avril 2008 à février 2009, les paiements de transfert ont augmenté de 6,5 milliards de dollars (5,7 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

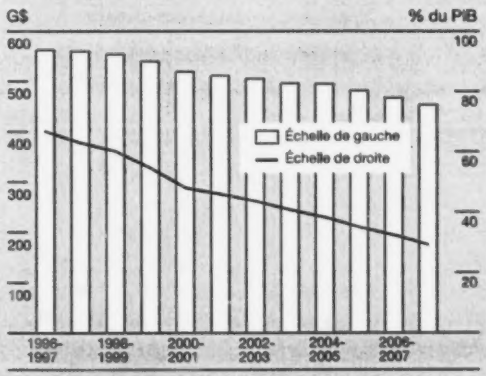
- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (4,8 %). Les prestations aux aînés ont progressé de 4,4 %, les prestations d'assurance-emploi, de 9,6 % et les prestations pour enfants, de 0,4 %.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (6,5 %) en raison de la hausse, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et de la péréquation.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (6,3 %), surtout en raison de la hausse des paiements liés au soutien de la formation de la main-d'œuvre, ainsi que des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (1,3 %) par rapport à l'an dernier.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,0 milliards de dollars (6,7 %), en raison de la baisse des taux d'intérêt.

Besoins financiers de 81,4 milliards de dollars d'avril 2008 à février 2009

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou les rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars et des besoins financiers de 82,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à février de l'exercice 2008-2009 s'est soldée par des besoins financiers de 81,4 milliards, comparativement à des ressources financières de 15,0 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cet écart d'une année sur l'autre est attribuable à l'annonce faite dans le budget de 2007 que le gouvernement allait combler la totalité des besoins d'emprunt de la SCHL, de la Banque de développement du Canada et de Financement agricole Canada en leur consentant des prêts directs afin de réduire les coûts d'emprunt globaux et d'accroître la liquidité du marché des titres du gouvernement. Il découle aussi des premiers achats de 51,3 milliards de dollars de blocs de prêts hypothécaires assurés, effectués par l'entremise de la SCHL dans le cadre du PAPHA, afin de soutenir l'accès au crédit à plus long terme.

Activités nettes de financement en hausse de 108,7 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ses besoins financiers de 81,4 milliards de dollars et a haussé de 27,4 milliards ses soldes de trésorerie en augmentant de 108,7 milliards l'encours de la dette fédérale non échue. Cette augmentation a été réalisée principalement au moyen de l'émission de bons du Trésor et d'obligations négociables. Les soldes de trésorerie à la fin de février 2009 s'établissaient à 38,6 milliards, soit 33,6 milliards de plus qu'à la fin de février 2008. Cette hausse découle principalement de l'augmentation des soldes dont dispose la Banque du Canada afin de mener ses activités destinées à fournir des liquidités aux marchés financiers et de combler certains des besoins financiers du gouvernement aux fins du PAPHA.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Février		Avril à février	
	2008	2009	2007-2008	2008-2009
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Revenus	22 336	19 674	218 652	212 649
Charges				
Charges de programmes	-16 667	-16 566	-175 465	-182 815
Frais de la dette publique	-2 649	-2 285	-30 561	-28 515
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 020	823	12 626	1 319
Opérations non budgétaires	-2 261	-14 643	2 385	-82 674
Ressources ou besoins financiers	759	-13 820	15 011	-81 355
Variation nette dans les activités de financement	220	15 982	-31 211	108 731
Variation nette dans l'encaisse	979	2 162	-16 200	27 376
Encaisse à la fin de la période			5 003	38 616

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	Février			Avril à février		
	2008	2009	Variation	2007-2008	2008-2009	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 637	9 667	0,3	101 584	105 495	3,9
Impôt sur le revenu des sociétés	5 690	3 180	-44,1	36 478	27 429	-24,8
Autres impôts sur le revenu	462	457	-1,1	5 295	5 842	10,3
Total des impôts sur le revenu	15 789	13 304	-15,7	143 357	138 766	-3,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 802	1 443	-19,9	28 020	23 841	-14,9
Droits de douane à l'importation	310	327	5,5	3 530	3 720	5,4
Taxes de vente et d'accise	761	745	-2,1	8 969	8 872	-1,1
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	36	35	-2,8	356	353	-0,8
Total des taxes et droits d'accise	2 909	2 550	-12,3	40 875	36 786	-10,0
Total des revenus fiscaux	18 698	15 854	-15,2	184 232	175 552	-4,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 859	1 911	2,8	14 681	14 850	1,2
Autres revenus	1 779	1 909	7,3	19 739	22 247	12,7
Total des revenus budgétaires	22 336	19 674	-11,9	218 652	212 649	-2,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Février			Avril à février		
	2008	2009	Variation	2007-2008	2008-2009	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 700	2 845	5,4	29 179	30 451	4,4
Prestations d'assurance-emploi	1 347	1 739	29,1	12 896	14 140	9,6
Prestations pour enfants	960	955	-0,5	10 912	10 957	0,4
Total	5 007	5 539	10,6	52 987	55 548	4,8
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 799	1 885	4,8	19 668	20 743	5,5
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	831	880	5,9	9 011	9 678	7,4
Total	2 630	2 765	5,1	28 679	30 421	6,1
Transferts fiscaux	1 267	1 328	4,8	13 565	14 301	5,4
Villes et collectivités du Canada	12	15	25,0	748	871	16,4
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-248	-277	11,7	-2 778	-2 783	0,2
Total	3 661	3 831	4,6	40 214	42 810	6,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	226	56	-75,2	2 148	1 485	-30,9
Affaires étrangères et Commerce international	430	314	-27,0	2 512	2 761	9,9
Santé	135	131	-3,0	1 845	2 003	8,6
Ressources humaines et Développement des compétences	134	133	-0,7	1 638	2 135	30,3
Affaires indiennes et du Nord canadien	342	354	3,5	4 402	4 543	3,2
Industrie	165	153	-7,3	1 755	1 918	9,3
Autres	932	727	-22,0	7 601	8 440	11,0
Total	2 364	1 868	-21,0	21 901	23 285	6,3
Total des paiements de transfert	11 032	11 238	1,9	115 102	121 643	5,7
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	59	92	55,9	1 045	1 022	-2,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	165	169	2,4	1 849	2 059	11,4
Autres	304	324	6,6	3 573	3 918	9,7
Total	528	585	10,8	6 467	6 999	8,2
Défense	1 614	1 591	-1,4	16 062	16 859	5,0
Tous les autres ministères et organismes	3 493	3 152	-9,8	37 834	37 314	-1,4
Total des autres charges de programmes	5 635	5 328	-5,4	60 363	61 172	1,3
Total des charges de programmes	16 667	16 566	-0,6	175 465	182 815	4,2
Frais de la dette publique	2 649	2 285	-13,7	30 561	28 515	-6,7
Total des charges budgétaires	19 316	18 851	-2,4	206 026	211 330	2,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Février		Avril à février	
	2008	2009	2007-2008	2008-2009
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 020	823	12 626	1 319
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-226	-311	-2 186	-3 314
Autres activités d'investissement	-1 499	-10 727	-4 578	-69 470
Régime de retraite et autres passifs	1 510	511	5 545	4 360
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-1 836	-1 824	-1 694	-7 522
Opérations de change	-430	-2 522	3 190	-9 708
Amortissement des immobilisations corporelles	220	230	2 108	2 980
Total des autres activités	-2 046	-4 116	3 604	-14 250
Total des opérations non budgétaires	-2 261	-14 643	2 385	-82 674
Ressources ou besoins financiers nets	759	-13 820	15 011	-81 355

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Février		Avril à février	
	2008	2009	2007-2008	2008-2009
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	759	-13 820	15 011	-81 355
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 942	11 682	-3 348	31 449
Bons du Trésor	-3 400	1 800	-23 200	71 600
Obligations d'épargne du Canada	-113	-24	-2 070	-614
Autres	0	0	-699	-519
Total	429	13 458	-29 317	101 916
Emprunts en devises	31	760	-844	1 388
Total	460	14 218	-30 161	103 304
Réévaluation de swaps de devises	-257	1 242	-2 490	4 464
Escomptes non amortis des émissions obligataires	3	511	319	1 060
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	14	11	1 121	-97
Variation nette dans les activités de financement	220	15 982	-31 211	108 731
Variation dans l'encaisse	979	2 162	-16 200	27 376

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2008	28 février 2009	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs et charges à payer	110 463	106 368	-4 095
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	253 550	284 999	31 449
Bons du Trésor	116 936	188 536	71 600
Obligations d'épargne du Canada	13 068	12 454	-614
Autres	1 042	523	-519
Total partiel	384 596	486 512	101 916
Payable en devises	9 498	10 886	1 388
Compte de réévaluation de swaps de devises	-1 420	3 044	4 464
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 213	-5 153	1 060
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 236	4 139	-97
Total de la dette non échue	390 697	499 428	108 731
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	137 371	139 525	2 154
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	47 901	50 210	2 309
Autres passifs	5 895	5 792	-103
Total des régimes de retraite et autres passifs	191 167	195 527	4 360
Total de la dette portant intérêt	581 864	694 955	113 091
Total du passif	692 327	801 323	108 996
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	82 878	113 681	30 803
Comptes d'opérations de change	42 299	52 007	9 708
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	50 869	120 339	69 470
Total des actifs financiers	176 046	286 027	109 981
Dette nette	516 281	515 296	-985
Actifs non financiers	58 644	58 978	334
Dette fédérale (déficit accumulé)	457 637	456 318	-1 319

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Avril 2009